

TORONTO I, ONTARIO
LE 22 AVRIL 1986

À Toronto, le débat porte sur toute la gamme des questions en jeu, mais surtout la portée des dépenses militaires sur la dette, le rôle des jeunes, de l'opinion publique et d'un débat ouvert pour élaborer tous les aspects de la question du désarmement et du développement, qui est généralement (mais non universellement) considérée comme une question fondamentale mais complexe, le rôle du droit international ainsi que celui du système des Nations Unies dans son ensemble et le rôle du Canada -- pour ce qui est d'articuler les politiques nationales, de créer un exemple international et de relier le débat au niveau international et au sein des différentes communautés nationales. On montre également quelque scepticisme à propos du lien entre le désarmement et le développement que l'on trouve trop simpliste.

Pour ce qui est d'évaluer le lien conceptuel entre le désarmement et le développement, des divergences de vue se font jour sur la valeur a priori de ce lien. On avance par exemple que l'on pourrait établir un lien entre le développement et la défense et mettre ainsi l'accent, de façon plus réaliste, sur les dépenses militaires et la nature de la sécurité. Le lien pourrait également se manifester en examinant les rapports entre les conflits et le développement. Ce faisant, on mettrait l'accent, de façon plus appropriée, sur la question des dépenses militaires dans le tiers monde où, par coïncidence, c'est là qu'il y a le plus de conflits et de guerres. On exprime également des doutes sur le lien que l'on pourrait établir pour des raisons morales, autrement dit le développement pourrait en quelque sorte être l'"otage" du désarmement.

Sur le thème des rapports entre le désarmement et le développement, on fait également remarquer que ces termes eux-mêmes ne sont pas clairement définis. On propose que la contribution du Canada à la conférence de Paris consiste à oeuvrer en faveur d'un consensus sur les définitions à donner aux termes de désarmement, de développement et de sécurité.

On craint en outre que l'accent placé sur les rapports entre le désarmement et le développement évoque la tendance à sermonner d'autres pays moins avantagés, qui ne peuvent se permettre des dépenses militaires, et mette ainsi les pays développés dans une posture quelque peu paternaliste.